

À regarder passer le train...

On apprend dans le journal que « Normandea s'en remet au Nouveau-Brunswick » pour défendre le projet d'acquisition d'Hydro Nouveau-Brunswick par Hydro-Québec. Je crois que c'est une erreur importante.

La meilleure façon de gérer une crise est de la prévenir et à l'heure actuelle, en raison de l'incapacité du gouvernement de la province voisine à la gérer et de l'indifférence du nôtre, la levée de boucliers commence à se transformer en « Québec bashing », ce dont on pourrait bien se passer. Cela fait d'autant plus mal que ce sentiment provient d'une province qui a toujours été très amie avec nous. De surcroît, cette réaction extrême de la population de la province d'à-côté compromet la transaction qu'on dit très importante pour Hydro-Québec, mais cette dernière semble être bien au-dessus de ses affaires. Le gouvernement d'à-côté est à six mois d'une campagne électorale et il ne serait pas surprenant qu'il décide de calmer le jeu en compromettant la transaction.

En communication de crise, ce n'est pas vraiment ce qui est arrivé qui compte mais bien ce que la population pense qui est arrivé. Or, dans ce dossier, alors que la très

grande majorité de la population d'ici appuie le projet, certains seront sans doute surpris de voir la population de la province voisine réagir aussi fortement contre le projet. Dès lors, de deux choses l'une : l'évolution de l'opinion publique du Nouveau-Brunswick amène un observateur neutre à conclure que le Québec tire beaucoup plus d'avantages de la transaction que la province voisine, alors que chacun devrait en retirer des profits. Ou encore, la réaction de nos voisins amènera la population d'ici à se replier sur elle-même pour défendre son image et sa réputation, ce qui n'est pas l'idéal en matière de relations interprovinciales et n'est pas de nature à servir les intérêts constitutionnels de l'actuel gouvernement du Québec.

Il faut avoir du talent pour pratiquer la politique du laisser-faire, qui a souvent mené à la catastrophe. Si, pour des raisons évidentes, le gouvernement du Québec ne peut se rendre directement en territoire voisin pour remettre les pendules à l'heure, qu'il laisse à tout le moins Hydro-Québec, la vache sacrée d'ici, faire son travail. C'est bien sûr une société d'État, mais aussi une société commerciale qui tente de consolider sa position de vendeur d'énergie hydro-électrique sur le continent. C'est à elle de prendre les

moyens qui s'imposent pour se positionner dans l'opinion publique, à tenir des séances d'information auprès de la population concernée, à acheter de la publicité dans les médias locaux pour mieux vendre son projet, à expliquer à tous quels sont les avantages qu'ils en retireront et tenter de faire baisser la pression d'une situation explosive.

Toute entreprise qui viendrait ici installer un projet controversé agirait activement pour mieux se positionner et vendre son idée. Qu'il nous suffise de penser au récent projet Rabaska. Je laisse au lecteur le soin de mesurer quelle aurait été la situation si l'entreprise était restée sur le bord de la route, à regarder passer le train.

Il est surprenant de voir qu'un gouvernement qui investit autant dans son image et dans ses communications gouvernementales ne voit pas ce qui est aussi évident que le nez en plein milieu du visage. Déjà que le gouvernement défende assez mal son refus d'une commission d'enquête publique sur l'attribution des contrats dans l'industrie de la construction. Il sera le seul à en pâtir. Mais dans le dossier de l'acquisition des capacités hydro-électriques du Nouveau-Brunswick, c'est nous tous, au Québec, qui passons pour une bande de joyeux profiteurs. Et cela est tout à fait inacceptable.